

Déstabiliser le compromis à droite, imaginer une stratégie pour la gauche

vendredi 23 mai 2014, par Dominique Lévy, Gérard Duménil

À droite toute ! Pour ceux qui en doutaient encore, le pacte dit « de responsabilité » ajoute encore à la lisibilité des options économiques et politiques du gouvernement de François Hollande. Et le remaniement ministériel suscité par le recul du Parti socialiste aux élections municipales de mars 2014 n'a fait que confirmer ce diagnostic. Dans la situation où la crise de 2008 a laissé les économies d'Europe et des États-Unis, les politiques de toutes les droites – française, allemande, états-unienne... – tournent autour d'un même axe commun : peser sur le coût du travail. Cela signifie couper les pouvoirs d'achat et réduire les protections sociales, ou diminuer les coûts salariaux tout en prétendant ne pas entamer les salaires comme dans le pacte – la quadrature du cercle !

Il ne servirait à rien de tenter de doser les degrés de machiavélisme ou de naïveté qui supportent de telles options de la part d'un parti qui prétend encore incarner une « gauche ». Les justifications sont trop simples pour être honnêtes : il n'y aurait pas d'alternative face aux exigences de « compétitivité », un euphémisme pour désigner la situation de concurrence dans laquelle la mondialisation néolibérale a placé tous les travailleurs du monde. À ce programme, il faut objecter que tant que la grande convergence mondiale des coûts du travail n'aura pas été menée à son terme, il n'y aura pas de borne à cette quête ; que ce n'est pas pour demain, étant donné les écarts existants ; et que le grand « dé-tricotage » des conquêtes du mouvement ouvrier en matière de niveau de vie, de protection sociale et de formation dans les pays les plus avancés, les nôtres, ouvre la voie, pour l'ensemble de la planète, vers une société que nous refusons.

Par quelles volontés ? Où se situent les intérêts et les pouvoirs fermant la porte à toute alternative ? Quelles sont les bases sociales de ce grand tournant vers la droite ? Et surtout, comment faire front ? Comment ébranler les alliances sociales qui commandent ce « compromis à droite » qui unit les composantes des classes supérieures. C'est là l'objet de *La grande bifurcation, En finir avec le néolibéralisme* – le livre que nous venons de publier [1]. « Bifurquer » signifie ici se détacher d'une dynamique historique de régression sociale et rouvrir les voies du progrès social.

I - Le grand réseau de la propriété du capital

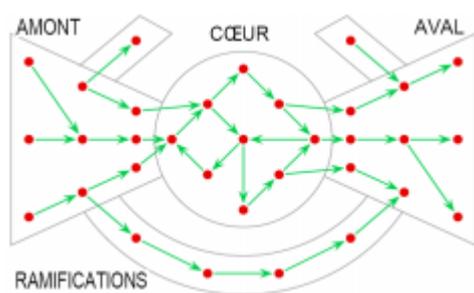
Le capital existe, de même que les classes capitalistes. Chacun est familier des noms des individus et grandes familles

capitalistes, comme Bernard Arnaud ou Liliane Bettencourt en France. Mais, derrière ces milliardaires, se presse la plus ample cohorte des « simples » millionnaires. Quantité des actions qui supportent la « propriété des moyens de production » sont détenues par des institutions financières formant un système hiérarchique à plusieurs niveaux. Les plus riches ont créé leurs propres sociétés ; d'autres donnent à gérer leurs patrimoines. Les institutions financières de tout acabit qui possèdent ou gèrent ces avoirs forment un vaste réseau, dont l'activité est désignée par les économistes et la presse comme celle des « marchés ».

Des études d'un très grand intérêt ont été consacrées à l'exploration de ce vaste système de la propriété. Parmi les plus récentes et les plus intéressantes, on peut citer celle de S. Vitali, J. Glattfelder et S. Battiston [2]. Elle en décrit la structure pour l'année 2007 (à la veille de la crise), considérant l'ensemble de toutes les sociétés transnationales recensées dans le monde (43 000), ainsi que 480 000 autres sociétés et les 77 500 gros actionnaires individuels qui sont liés par 1 007 000 relations de propriété à ces sociétés transnationales (directement ou indirectement). Dans la représentation qu'en donne cette étude, chaque agent est représenté sur un graphe par un point, et chaque détention d'actions par une flèche. La principale observation a trait à l'interconnexion des sociétés. Les unes possèdent les autres et réciproquement, dans ce qui apparaît comme une grande internationale du capital. Les auteurs identifient une gigantesque composante d'agents ainsi interconnectés au plan mondial, regroupant 36 % des transnationales et réalisant 94 % du bénéfice (l'excédent d'exploitation) de l'ensemble des sociétés.

Un examen plus soigneux révèle des structures des plus intéressantes. Le schéma ci-dessous en donne une illustration (où le nombre d'agents est réduit à une trentaine). Les auteurs utilisent la métaphore d'un « nœud papillon » : deux boucles et

un nœud central. Dans la boucle de gauche, on trouve des agents principalement propriétaires (individus, sociétés, gestionnaires de portefeuilles et fonds, etc.). Dans le nœud proprement dit, on peut observer le *cœur financier du système*, avec son tissu de relations réciproques. On y dénombre seulement 1347 sociétés. Selon des critères encore plus stricts, 147 sociétés de ce cœur se possèdent mutuellement presque totalement et contrôlent 40 % du revenu d'exploitation de toutes les transnationales. Parmi les dix plus importantes de ces sociétés, on trouve des banques (Barclays, JP Morgan Chase, Merrill Lynch, Deutsche Bank...), des compagnies d'assurance (comme Axa) et des gestionnaires de portefeuilles (comme State Street). Dans la boucle de droite, en aval, 318 000 sociétés sont possédées par les agents du nœud central. Dans les parties supérieures et inférieures, on voit apparaître certaines ramifications faisant exception à la structure ci-dessus, mais ces liens sont minoritaires, la propriété et le contrôle s'exprimant principalement à travers les sociétés financières du cœur.



Source : Figure 2A de S. Vitali, J. Glattfelder, S. Battiston, 2011, *op. cit.* note 2.

II - La haute gestion

Ce réseau de la propriété fait face à un second pôle, celui de la haute gestion, dont le support institutionnel est le système des conseils d'administration. Les gestionnaires proprement dits, les insiders, y siègent aux côtés des représentants des institutions financières, les outsiders. Dans le capitalisme néolibéral, l'activité de ces outsiders tend à faire prévaloir les intérêts des propriétaires, à savoir la maximisation de la distribution de dividendes et des cours de bourse – notamment par le rachat de leurs propres actions par les sociétés, une pratique de grande ampleur. Les rémunérations des cadres du haut des hiérarchies sont indexées sur les performances boursières, et ceux-ci en tirent les plus grands avantages, créant une convergence des intérêts entre les deux catégories sociales.

La présence physique des cadres des institutions financières au sein des conseils d'administration des sociétés non financières n'est pas indispensable à l'imposition des intérêts des propriétaires. Les institutions détenant les titres peuvent « voter avec leurs pieds », c'est-à-dire vendre les actions d'une société au bénéfice d'autres sociétés où elles réinvestiront leurs fonds, et donc faire baisser les cours de la première, avec les conséquences qu'on peut imaginer dans un système où les

performances des entreprises sont mesurées à la bourse. Mais l'intervention directe des cadres financiers renforce considérablement la puissance du dispositif.

Ces mécanismes ont, en outre, leur police, constituée par certains fonds spéculatifs (hedge funds) – pas la majorité de ces fonds mais de très puissants – susceptibles de mobiliser d'énormes moyens financiers. Hors de toute réglementation, ces fonds contraignent les hauts gestionnaires insiders, à tout sacrifier (l'emploi, les salaires, l'investissement...) à ces intérêts du sommet des hiérarchies sociales, surtout si ces entreprises détiennent des liquidités susceptibles d'être dépensées au bénéfice direct des propriétaires. Le Wall Street Journal appelle ces fonds spéculatifs les « ogres » des conseils d'administration.

Qui gouverne ?

Le pouvoir de ces institutions du cœur financier du système est tel qu'on peut y voir une structure mondiale de gouvernement économique parallèle aux gouvernements au sens usuel des institutions politiques. C'est en leur sein que sont décidées les stratégies d'entreprise, de fusion, de restructuration, d'alliance et de localisation de la production au plan mondial. Ce sont elles qui font obstacle aux politiques industrielles des États. Le système a pour évidente condition de fonctionnement le libre-échange, le libre mouvement des capitaux et la mondialisation des mécanismes financiers.

Face à ces structures, les gouvernements et les banques centrales gèrent les situations macroéconomiques comme ils le peuvent ; à des degrés divers, il n'est guère exagéré d'affirmer que les gouvernements se gardent à gauche par d'interminables « bricolages » et amusent le peuple, en se mettant dans la pratique au service des classes supérieures dont le « quartier général » est ce cœur financier. Dans ce contexte, il n'y a effectivement pas d'alternative, c'est-à-dire pas d'autres modes de gestion et d'autres politiques.

Il faut enfin souligner que ce grand réseau de la propriété et son complément, celui de la haute gestion, forment une grande nébuleuse impérialiste, dont la fonction est de concentrer les revenus extraits du monde entier. Les mêmes études montrent que son centre est la finance anglo-saxonne. Considérant les 50 plus grands détenteurs de contrôle, la domination des États-Unis est évidente : 24 sociétés sur les 50 sont états-uniennes, 8 appartiennent au Royaume-Uni (5 pour la France). On notera que l'Allemagne ne joue pas un rôle important dans ces relations. Les études définissent des « communautés », soit des ensembles de sociétés fortement liées et centrées sur certains pays. Depuis la communauté des États-Unis vers l'Europe, on dénombre 31 927 liens de propriété, contre 2 552 dans la direction inverse.

Les bases sociales de la convergence des actions des deux pôles de gouvernement

Nous n'interprétons pas l'alliance de fait entre ces deux structures de pouvoir – du gouvernement économique et des

gouvernements traditionnels – en termes de « trahison » des élites d'un parti. Il faut y voir un phénomène social plus profond, qui a pris son origine dans le grand virage de la contre-révolution néolibérale du début des années 1980 (en France dans le revirement de François Mitterrand), débouchant sur la comédie de la « troisième voie » ou de la prétendue « social-démocratie ». Il s'agit fondamentalement de structures de classe et de luttes de classe.

On supposera ici connue notre thèse générale concernant l'évolution historique des structures de classe. Les structures de classes de nos sociétés se sont complexifiées à la suite de l'apparition, à la fin du XIX^e siècle, d'une troisième classe, distincte des capitalistes et des classes populaires d'ouvriers et d'employés, la classe des cadres des secteurs privés et publics. Nous donnons à la notion de cadre un contenu plus restreint que la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles, désignant ce qui pourrait être de l'ordre de grandeur des 5 % des salariés du haut des hiérarchies des entreprises et de l'administration. Du point de vue des rapports de production, les cadres du secteur privé ne sont pas les propriétaires de moyens de production, mais ils prennent les décisions concernant l'usage de ces moyens, et « encadrent » les autres salariés. On aboutit ainsi à une structure sociale tripolaire : classes capitalistes, classes de cadres, et les classes populaires d'ouvriers et d'employés.

Une alliance de classe au sommet

Une première lecture simple des transformations sociales au cours des dernières décennies consiste à voir dans le néolibéralisme le rétablissement de l'hégémonie des classes capitalistes, qui avait connu un net recul au cours des premières décennies de l'après-guerre (les « Trente Glorieuses »). Ces classes ont rétabli leur hégémonie dans le néolibéralisme, au terme d'une lutte de classes dont elles sont sorties vainqueurs.

Cette problématique ignore cependant un aspect important des dynamiques sociales. Le néolibéralisme n'aurait pas pu être imposé par les classes capitalistes sans la collaboration des cadres, qui sont les décideurs et acteurs directs dans la gestion et la conduite des politiques. La base sociale du néolibéralisme est, en fait, une alliance entre capitalistes et cadres face aux classes populaires, sachant que les classes capitalistes y jouent un rôle dirigeant. Cette alliance fut plus difficile à établir en France qu'aux États-Unis, mais sous le double effet des menaces et des hautes rémunérations, la transition s'est opérée, tout en permettant aux cadres, grâce à leurs rémunérations élevées, d'entrer dans le monde de la propriété. La hausse des inégalités de revenus fut si spectaculaire qu'il est désormais courant d'analyser le néolibéralisme comme un pouvoir des « riches », mais, à nos yeux, cette référence cache des rapports de classe.

Le néolibéralisme marqua ainsi un renversement de l'alliance entre les cadres et les classes populaires, qui s'était établie dans l'entre-deux-guerres ou l'après-guerre dans la continuité du mouvement ouvrier. Cet ordre social se caractérisait par

certaines traits « sociaux-démocrates », en prenant la notion dans un sens étendu, avant que le terme ne soit dévoyé dans son usage médiatique actuel [3]. Abstraction faite de ses aspects négatifs, comme le productivisme destructeur et l'impérialisme, il faut souligner les principaux aspects progressistes du compromis social de l'après-guerre : (1) une gestion des entreprises par les cadres, relativement autonome des intérêts des actionnaires, et tournée vers le progrès technique et organisationnel et la croissance ; (2) des politiques industrielles et monétaires aux objectifs similaires ; (3) un secteur financier largement au service du secteur non financier ; (4) le progrès des pouvoirs d'achat et de la protection sociale, et l'élévation du niveau culturel ; (5) des inégalités de revenu relativement faibles. À ces traits furent substitués ceux dérivant des objectifs de classe du néolibéralisme : avant toute chose, la maximisation des distributions de dividendes et des cours de bourse.

Les deux pôles de gouvernement dans la transition néolibérale

Dans les années 1990, le néolibéralisme était souvent interprété en référence à l'opposition entre le *marché* et l'*État*, comme manifestation de l'avancée du premier et du recul du second (selon la grille de lecture du libéralisme économique en tant que *laissez-faire*). Il manquait à cette problématique la référence explicite aux structures et pouvoirs de classe.

Les ordres sociaux se forment au sein de multiples institutions et à travers de nombreuses pratiques. Le cadre analytique introduit précédemment conduit cependant à la définition de *deux centres*, en fait, des institutions de « gouvernement » dans un sens étendu. Le premier est l'État au sens traditionnel, où se déterminent les dominations de classe et les compromis entre classes, et qui est en même temps le vecteur de la mise en œuvre des pratiques correspondantes. On peut parler de « politique » au sens premier du terme, sachant que le champ économique est directement en jeu. S'y définissent les politiques économiques ; s'y négocient les traités ; y sont prises les décisions concernant les infrastructures, les services publics, les systèmes de formation, etc. Le second centre, aujourd'hui dominé par le cœur financier du système, celui où s'articulent la propriété et la gestion (ce que nous appelons l'« interface propriété-gestion »), joue un rôle parallèle dans la formation des ordres sociaux et leurs pratiques. C'est là que sont prises les grandes décisions concernant les stratégies d'entreprises. S'y décident les fusions et acquisitions, les choix industriels, les localisations de la production, etc.

Tout comme les sociétés privées, l'État possède ses propres cadres, ceux des administrations et également une catégorie particulière de cadres du haut des hiérarchies, à savoir le personnel gouvernemental et des hauts fonctionnaires. Ceux-ci sont directement acteurs dans le jeu des dominations et compromis, et liés à leurs collègues des instances privées. Les ponts sont très importants entre ces deux centres, en termes de formation et de communication, mais aussi par le passage direct de certains individus d'un centre à l'autre. Les deux catégories

de dirigeants se sont rejointes dans la contre-révolution néolibérale.

Le Parti socialiste français, dont les membres possédaient beaucoup de ces caractéristiques « cadristes » de gauche de l'après-guerre, en alliance aux classes populaires (quant aux actions politiques et à leur idéologie), s'est finalement rallié à la nouvelle alliance à droite sous le couvert de la « modernité » et d'une vision étroite de ses intérêts, à l'image de la classe des cadres considérée globalement. Le premier volet de cette grande mue a été l'adhésion aux politiques néolibérales, qui favorisent le secteur financier, condamne l'industrie française au déclin et les travailleurs au chômage. Son second volet est l'érosion des conquêtes sociales du mouvement ouvrier. Jusqu'à récemment, certains acquis historiques avaient été préservés, assaisonnés à la sauce aigre-douce du « social-libéralisme », mais cette retenue n'a plus guère cours aujourd'hui.

Conclusion : dans la dérive à droite des gouvernements socialistes, il faut voir bien davantage que la trahison des élites, à savoir un effet de la redéfinition des alliances de classe dans le néolibéralisme. Cette nouvelle configuration possède deux volets, respectivement au sein des cadres du privé et du public, mais les mêmes fondements de classe.

Les voies que dessinent les dynamiques socio-économiques en cours

Comme nous l'avions anticipé dès la fin des années 1990, la sortie de la crise des années 1970 (une crise de rentabilité du capital) était susceptible de déboucher sur une nouvelle crise aux mécanismes très distincts, dont le caractère financier et mondial serait prononcé. Nous écrivions en 2000 que le néolibéralisme, ainsi déstabilisé, verrait son avenir compromis, mais que le scénario de 1929 ne se reproduirait pas :

On peut l'affirmer : il n'y aura pas de répétition du laisser-faire des années 1929-1933. Soit la finance prendra la situation en main, introduisant à une nouvelle phase du néolibéralisme, plus centralisée, mais consacrant ses intérêts ; soit elle passera la main, nous conduisant au-delà du néolibéralisme. Cette option ne dépend pas que d'elle : faut-il rappeler qu'elle n'est pas le seul acteur social ? [4]

L'hypothèse d'une fin du néolibéralisme provoquée par la crise de 2008 fut assez naturellement associée par de nombreux militants de gauche à un retour à l'ordre social antérieur, celui de l'après-guerre (l'accent étant placé sur la remontée de l'intervention étatique et la réglementation du secteur financier). Un tel retour est évidemment souhaitable mais, malheureusement, loin d'être évident, et son contenu doit être précisé. C'est là que la problématique des trois composantes des structures de classe – capitalistes, cadres, classes populaires – et du jeu des dominations, alliances et leadership revêt toute son importance.

L'analyse précédente suggère trois scénarios fondamentaux : (1) la poursuite du néolibéralisme, c'est-à-dire l'alliance entre

capitalistes et cadres sous le leadership des capitalistes, avec la continuation des crises financières et du recul de l'industrie ; (2) ce que nous appelons le *néomanagérisme*, soit la même alliance anti-populaire, mais sous le leadership des cadres (une remontée de l'action des cadres des secteurs publics et privés, avec un souci d'efficacité, de croissance et de défense de la base industrielle, à une certaine distance de la maximisation des cours boursiers) ; et (3) un nouveau *compromis à gauche*, l'alliance des classes populaires et des cadres. Les configurations qui se mettent actuellement en place, dans le sillage de la crise au sein de différents pays se laissent mieux définir en termes d'*hybridation* entre les deux premières configurations :

- Les États-Unis sont présentement engagés sur une trajectoire qui préserve la domination des classes capitalistes, ainsi que les pouvoirs et revenus des plus hauts cadres, notamment financiers, au sein du réseau mondial des grandes institutions financières, lui-même intouchable. L'élément nouveau est la remontée de l'intervention étatique dans ce que nous appelons un « néolibéralisme administré ». Son caractère fondamental est la conduite de fortes politiques gouvernementales : de très vigoureuses politiques budgétaires et monétaires (comme le *quantitative easing*), des politiques industrielles (nouvelles technologies et énergies, en particulier les gaz de schiste), de nouvelles formes de protectionnisme... Ce rôle de l'État n'implique pas la modification des objectifs de classe, ou seulement marginalement. Nous faisons l'hypothèse que ces corrections de trajectoires vont s'étendre vers les entreprises dans une certaine inflexion des procédures de gestion (le contrôle du rachat de leurs propres actions par les sociétés, un frein placé à l'exportation de capitaux...). Dans notre terminologie, le « néolibéralisme administré » états-unien peut être interprété comme un premier pas vers le néomanagérisme.
- Notre diagnostic est que l'Allemagne combine déjà des caractères néolibéraux et néomanagériaux (fortement hérités de l'après-guerre). Le niveau des performances industrielles permet l'existence d'un surplus du commerce extérieur et une propension structurelle à l'inflation peu élevée, ce qui autorise la poursuite des politiques macroéconomiques très orthodoxes et permet au pays de se poser en donneur de leçons face à ses partenaires européens. Au total, symétriquement à la configuration états-unienne, en Allemagne, la dimension néomanagériale est forte au sein des entreprises mais la nécessité de politiques très actives ne se fait pas sentir au plan macroéconomique (pas de politique monétaire audacieuse, pas de déficit du budget).
- Comparativement aux deux cas précédents, la situation de la France témoigne d'arbitrages également spécifiques entre les options néolibérale et néomanagériale. Dans les années 1990, les gouvernements français ont mis en marche un vaste programme de privatisation (les « réformes ») des

grandes institutions financières héritées de l'après-guerre (comme la Caisse des dépôts et consignations ou les Caisses d'épargne). L'aventure s'est terminée de manière catastrophique par l'effondrement des cours de bourse de ces institutions, et, pour plusieurs d'entre elles (comme le Crédit lyonnais ou Dexia), par une quasi-faillite. Cette dérive faisait écho aux orientations financières des grandes entreprises françaises, à l'inverse des allemandes. À l'opposé de l'Allemagne, les investissements directs à l'étranger de la France sont très fortement réalisés dans le secteur financier. Jusqu'au début des années 2000, l'industrie française, plus petite que l'industrie allemande en proportion du PIB, croissait à un rythme égal à celui de l'Allemagne, mais elle a subitement décroché suite aux orientations vers le secteur financier, et subi de plein fouet la crise de 2008, incapable de se relever. Au plan macroéconomique, la France, qui n'a pas l'atout industriel de l'Allemagne, se débat avec des politiques qui se voudraient orthodoxes, sans véritablement y parvenir car la récession est bien « au coin de la rue ». Au total, en France, les aspects néomanagériaux sont beaucoup moins affirmés qu'aux États-Unis ou en Allemagne (chacun selon leurs modalités).

Bifurquer

Inutile de souligner que, par référence à la grille des possibles qu'on a dessinée, le grand absent du tableau précédent est le compromis à gauche entre les classes de cadres et les classes populaires. Nous en parlons en termes de « bifurcation », c'est-à-dire de sortie des voies actuellement tracées, alors que la perspective de la section précédente était celle des évolutions en cours. Des dynamiques de lutte et d'innovation sociale sont évidemment à mettre en œuvre, et cela le plus rapidement possible, pour dépasser un tel horizon et bloquer la régression actuelle. Mais un tel processus n'est présentement pas même amorcé – sachant qu'on ne parle ici que d'un tournant vers un nouvel ordre social qui conserverait ses caractéristiques de classe, et pas d'une révolution « socialiste », quel que soit le contenu d'une telle notion.

Quelle stratégie pour la gauche ?

On l'a dit, tout compromis social s'exprime dans le fonctionnement des institutions étatiques, c'est-à-dire dans un exercice du « pouvoir » politique où se forment les pratiques assurant la coexistence des intérêts des classes ainsi alliées – toujours dans un certain rapport de force, puisqu'il s'agit d'un compromis interclasses. Il faut donc parvenir à gouverner ! Le but de la présente analyse n'est pas de dire comment réussir une telle entreprise, ce qui relèverait d'un tout autre type de considérations, mais de contribuer à combler le prétendu vide des alternatives. Car il y en a.

On a souligné l'existence d'une double structure de gouvernement, le gouvernement économique avec son cœur

financier et le gouvernement politique. Une fois assurée la conquête des institutions gouvernementales au sens traditionnel par les forces populaires, deux types de mesures visant à briser l'alliance propriétaires/actionnaires devraient donc être prises très rapidement pour s'assurer le contrôle de l'autre centre : (1) Il faut reconstruire un secteur financier indépendant du cœur financier, et au service des entreprises non financières ; (2) Les modalités néolibérales de gestion des sociétés (le fonctionnement des conseils d'administration, le lieu privilégié d'interaction des propriétaires et des gestionnaires) doivent être brisées.

L'existence d'un secteur financier indépendant de la finance anglo-saxonne est un préalable à toute politique de gauche (macroéconomique, industrielle, sociale, écologique, anti-impérialiste ou culturelle). Sa forme institutionnelle pourrait être inspirée de la France de l'après-guerre, avec un secteur public significatif, ou de l'exemple des *Hausbank* allemandes. En ce qui concerne la gestion des sociétés, l'exemple du compromis de l'après-guerre – dans ses diverses variantes, française, suédoise, allemande, etc. – est aussi très précieux.

Concernant la transformation de la gestion des sociétés, les pratiques de distribution massive de dividendes et de rachat de leurs propres actions par les sociétés, ou l'action des fonds spéculatifs au profit des propriétaires, ainsi que l'indexation des rémunérations des dirigeants sur les performances boursières devraient être interdites. Dans les deux cas, reconfiguration financière et nouveaux critères de gestion, les institutions gouvernementales joueraient nécessairement un rôle central. Il reviendrait à ces institutions, parlements, gouvernements et banques centrales, de définir les règles et politiques. Et c'est pourquoi on ne peut pas éluder la question du pouvoir.

On peut pronostiquer un départ massif des « capitaux », notamment étrangers, au sens où les détenteurs d'actions des sociétés les vendraient. Il y aurait tout à gagner à cet exode, et on peut même affirmer qu'il s'agirait là d'un des effets recherchés. Les sociétés fonctionnant avec les nouvelles méthodes de gestion pourraient les racheter, les sociétés se possédant mutuellement. Dans l'horizon pas radicalement post-capitaliste ici considéré, on peut voir dans cette propriété réciproque une des meilleures configurations envisageables (une propriété commune mais gardant des caractères de classe du fait de la position des cadres dans le dispositif). Dans certains cas, des sociétés pourraient être nationalisées, associant les cadres des administrations à leur gestion, comme dans le cas des services publics ou de certaines institutions financières.

Certaines limites devraient être placées à la mobilité des capitaux, de même qu'au libre-échange. Dans les deux cas, ces opérations devraient être soumises à la négociation entre pays ou régions du monde, dans un esprit de bénéfice réciproque (il est absurde d'envisager de se passer de commerce extérieur, et les échanges doivent être équilibrés).

Pour nous, il est clair que l'espace géographique pour sortir du néolibéralisme et mettre en œuvre les deux réformes

stratégiques – (1) la reconstruction d'un secteur financier et (2) le nouveau fonctionnement des conseils d'administration – est l'espace européen. Ce qui signifie, évidemment, une remise en question des traités et des institutions européennes actuelles. Deux types de raisons permettent d'être optimistes quant aux possibilités de mener à bien cette stratégie au niveau européen :

- D'un point de vue économique, les réseaux de propriété du capital en Europe sont relativement déconnectés des réseaux anglo-saxons. Un point fort est la survie de réseaux de gestion (d'administration croisée) au plan européen. Les objectifs de limitation des mouvements de capitaux et de protection aux frontières pourraient se situer aux frontières européennes.
- Au plan politique, il est absolument nécessaire de fonder la sortie du néolibéralisme (et de la mondialisation néolibérale tous azimuts) sur des fondements significativement internationalistes. Quelles qu'en soient les limites, l'horizon européen est très préférable à l'espace national, et seul susceptible de motiver les fractions les plus jeunes de la population. On notera qu'il n'y a guère d'enthousiasme à attendre de la part des jeunes vis-à-vis d'une Union européenne désespérante, et que c'est là que se situe le blocage du processus visant à surmonter les nationalismes.

Comment ?

Dans la conduite d'un tel processus historique, les rôles des deux classes impliquées dans le compromis à gauche seraient distincts. On peut voir dans les classes populaires la force sociale principale susceptible d'imposer par ses luttes une telle bifurcation, et dans les cadres la cheville ouvrière du nouvel ordre social par leur compétence d'organiseurs.

Les classes populaires sont les victimes directes des dynamiques néolibérales et le potentiel de révolte va croissant. Pourtant, dans le contexte créé par la crise et le chômage structurel, et sous le prétexte de l'immigration, les extrêmes droites exercent un effet d'attraction sur des fractions non négligeables de ces classes. Ce résultat est facilement obtenu par le recours au double discours du racisme et de la xénophobie ; à cela, on peut adjoindre la méfiance vis-à-vis des élites, qu'entretiennent les comportements de nombreux dirigeants. Enfin, dans le cas du Front national, on peut ajouter la reprise des thèmes radicaux de sortie du néolibéralisme empruntés aux argumentaires des gauches radicales dans leurs variantes les

plus orientées vers le repli national. C'est là la face la plus déplaisante des dynamiques sociopolitiques actuellement en cours.

Symétriquement, le ralliement des cadres aux options néolibérales n'est, heureusement, pas sans failles. Qu'il s'agisse de gestion ou de politiques, leur adhésion au néolibéralisme s'est faite au mépris de leur vocation historique en tant qu'organiseurs conscients de leurs actions, les métamorphosant en « maximiseurs » des cours de bourse (au service d'une autre classe). Malgré l'attractivité des hauts revenus, cette forme d'aliénation génère des tensions à tous les niveaux des hiérarchies. De plus, les diverses catégories de cadres d'entreprise (financier, administratif, technique – du haut et du bas des hiérarchies...) ont profité à des degrés très inégaux des orientations néolibérales, suscitant mécontentement et résistance. Plus immédiatement, le glissement vers la droite du Parti socialiste français est en train de saper sa base électorale et provoque un rejet de la part des militants de gauche. Ces ferments de dissociation sont un terreau sur lequel pourrait fleurir de nouveaux projets progressistes.

Dans la mesure où l'Europe est le seul espace dans lequel on puisse mener raisonnablement cette stratégie, une convergence des pressions des populations de divers pays européens en faveur du changement doit se manifester. Il faut donc se confronter ici à l'objection majeure qui est souvent faite à une telle stratégie. Le jugement définitif tombe comme un couperet : « l'Allemagne s'y opposera ».

Toutes les formes de coordination internationale des luttes doivent évidemment être recherchées. Pourtant, les forces de la gauche doivent se mobiliser dans chaque pays, en vue de la conquête d'une majorité de changement. Qu'un gouvernement déterminé à rompre avec les pratiques néolibérales, accède au pouvoir, disons en France pour ne pas chercher plus loin, et se rende dans les institutions européennes en réclamant des mesures d'exceptions et la révision des traités dans un sens opposé à celui qui a présidé à leurs révisions successives depuis la création de l'Union européenne. Un mur de boucliers se dresserait alors en faveur de l'orthodoxie de la part des gouvernements en place, mais on peut aussi pronostiquer une vague de mouvements populaires dans nombre de pays, car la résignation est le produit du désespoir – et il n'y a aucune raison d'en exclure l'Allemagne. Il s'en suivrait un désordre évident, mais aucune sortie des voies néolibérales n'est envisageable dans le respect de la paix sociale.

Notes

[1] G. Duménil, D. Lévy, *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*, La Découverte, Paris, 2014, 200 p.

[2] S. Vitali, J. Glattfelder, S. Battiston, 2011, « The Network of Global Corporate Control », PLOS ONE, Vol. 6, n° 10 : e25995.

doi:10.1371/journal.pone.0025995.

[3] Les modalités en sont diverses. En France, par exemple, le compromis de l'après-guerre fut établi une première fois avant la guerre dans le Front populaire. Aux États-Unis, la *New Deal coalition* fut scellée pendant le New Deal.

[4] *Crise et sortie de crise, Ordre et désordres néolibéraux*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p. 236.